

# Agreste Bourgogne

Numéro 182 - avril 2015



## Réseau d'information comptable agricole (RICA) : Revenus 2013 en baisse mais supérieurs au niveau national

Après une progression des revenus de 10 % en 2012, le résultat des exploitations bourguignonnes baisse de 32 % en 2013. Il s'établit en moyenne à 38 004 € par entreprise agricole ; en effet, les conditions climatiques et de marché sont défavorables. Ainsi, la part des aides dans le résultat augmente fortement cette année.

La viticulture reste l'activité agricole la mieux rémunérée de Bourgogne et les exploitations de polyculture-polyélevage celles qui investissent le plus.

L'endettement des exploitations de Bourgogne est maîtrisé mais, à 43 %, il reste supérieur d'un point au niveau national.

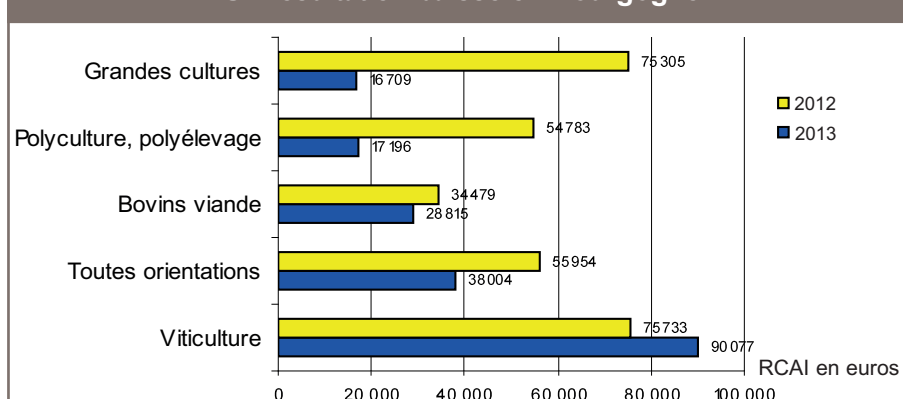
La campagne 2012-2013 est atypique, avec un printemps particulièrement calamiteux. Au mois de mai, d'importants volumes d'eau engorgent les champs et s'ajoutent aux crues des différents cours d'eau. Les graines de tournesol et de maïs fraîchement semées pourrissent en terre. Seules quelques fenêtres météo favorisent de nouveaux semis, mais elles ne sont pas suffisantes. Heureusement, la remontée des températures en juin favorise l'ensemble des cultures. Cette météo particulière a pour conséquence un retard général de récolte. Comparée à 2012, la production chute de 3 % pour les céréales à paille et de près de 24 % pour les oléagineux (extrait du bilan de conjoncture 2013 - Agreste Bourgogne n°158 février 2014).

**Le revenu bourguignon en baisse**  
En 2013, le Résultat Courant Avant Impôts (RCAI) moyen, tous systèmes de production confondus, s'élève à 38 004 €, contre 36 231 € pour la France, soit 1 773 € au-dessus du revenu national. Cependant, d'une orientation technico-économique (OTEX) à une autre, des différences existent. Ainsi, comme chaque année, le RCAI des exploitations viticoles est supérieur à

celui des autres OTEX et très nettement supérieur au rang national (+ 42 794 €). Pourtant, la vendange 2013 est une petite vendange au même titre que 2012. En effet, l'hiver particulièrement long et le printemps froid et pluvieux limitent le potentiel. Les pertes sont importantes pour le cépage chardonnay. Ainsi, la récolte totale s'élève à 1,343 million d'hectolitres (contre 1,6 Mhl en année normale). Dans ce contexte de réduction de l'offre, le cours des vins en vrac du millésime 2012 progresse nettement. Les appellations régionales (Bourgogne et Beaujolais) enregistrent des hausses de 20 % à 60 %. Toutes les appellations villages rouges ou blanches sont aussi en augmentation. A l'inverse, les exploitations de grandes cultures et de polyculture-polyélevage de Bourgogne obtiennent des revenus inférieurs au niveau national (respectivement 22 292 € et 15 615 € en dessous) du fait de la baisse de récolte.

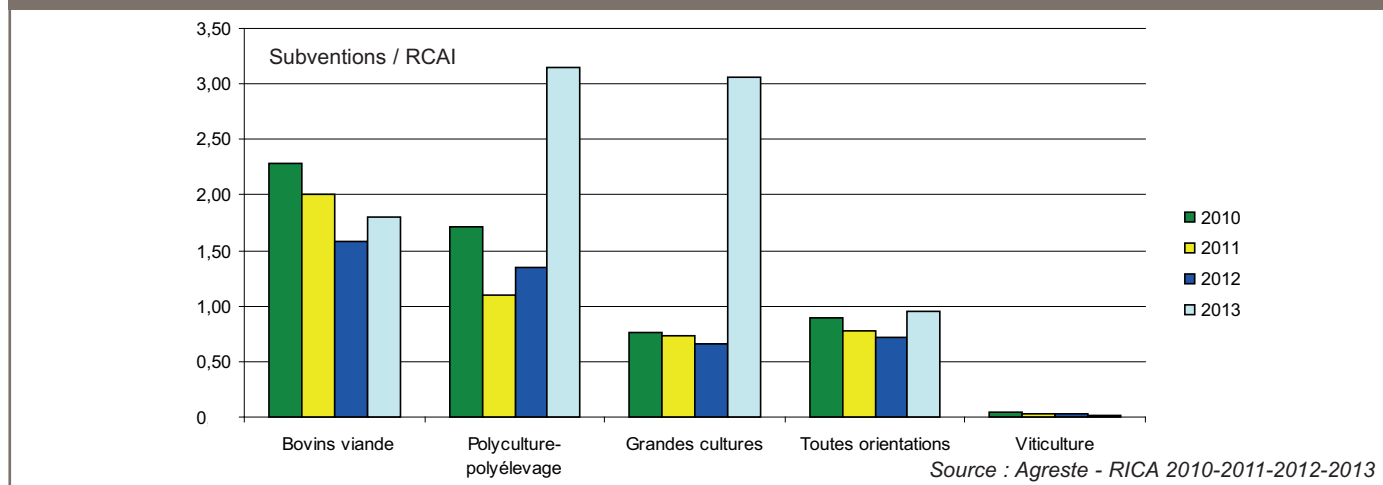
Le revenu régional régresse en 2013 par rapport à 2012 (- 17 950 €). Le résultat courant des exploitations de grandes cultures baisse nettement (- 58 596 €). En effet, les cours des céréales et des oléoprotéagineux chutent de façon marquée jusqu'à

### Un résultat en baisse en Bourgogne



Source : Agreste - RICA 2012 et 2013

## Part des subventions d'exploitation dans le résultat courant



l'arrivée de la nouvelle moisson. Les récoltes sont très abondantes dans toutes les régions de production du monde, en particulier en blé tendre. Le colza pâtit de la baisse des cours du soja et des prévisions de bonne récolte canadienne de canola. Pour les mêmes raisons, le revenu des exploitations de polyculture-polyélevage est lui aussi en baisse (- 37 586 €) et ce pour la deuxième année consécutive. Les exploitations en bovins viande de Bourgogne voient leur revenu diminuer de 5 665 € en 2013 après une hausse en 2011 et en 2012. Le contexte économique n'est pas favorable aux exportations de brouillards et leur prix recule. La demande italienne et celle des pays tiers ne favorisent pas les ventes.

### La part des subventions en hausse en 2013

En valeur, le montant annuel moyen des subventions s'élève, tous systèmes confondus, à 37 344 €. Elles sont supérieures au niveau national de 6 765 €. En effet, les 2/3

du territoire bourguignon sont classés en zone défavorisée, ce qui autorise des Indemnités Compensatoires de Handicap Naturel (ICHN). D'autre part, les éleveurs allaitants sont nombreux et touchent la Prime au Maintien des Troupeaux des Vaches Allaitantes. Les aides diminuent néanmoins de 2 482 €. Avec la réforme de la PAC effective à partir du 1er janvier 2015, des changements importants et plus ou moins impactants selon les systèmes de production sont à attendre. Au regard de l'analyse de la dépendance des exploitations vis-à-vis des aides, plusieurs constats peuvent être faits :

De 2010 à 2012, le rapport entre le montant des aides et le résultat courant diminue, car ce dernier augmente. En 2013, la tendance s'inverse passant de 72 % à 96 % du résultat.

Pour les exploitations de grandes cultures et de polyculture-polyélevage, cette année, la part des aides représente un peu plus de trois fois

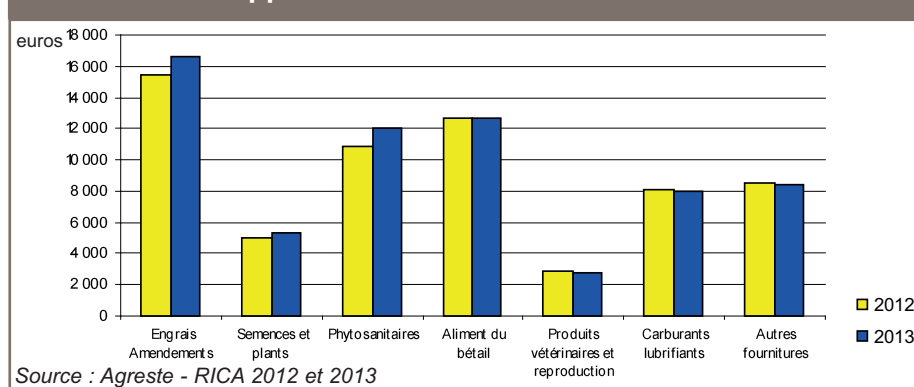
le résultat courant. La baisse des rendements en colza et orge d'hiver et la chute des cours des céréales et des oléagineux pénalisent ces systèmes. Les subventions jouent alors un rôle de filet de sécurité.

En 2013, les exploitations en bovins viande touchent des aides qui représentent 1,8 fois le résultat courant. Comme tous les ans, sans subvention, la rentabilité de ces exploitations ne serait pas assurée. La dépendance augmente un peu cette année, mais de façon plus atténuée que pour les polyculteurs-éleveurs ou les exploitants en grandes cultures.

### Les charges d'approvisionnement augmentent

Toutes orientations confondues, les charges d'approvisionnement représentent 574 €/ha, en augmentation de 22 €. Parmi ces approvisionnements, se trouvent les semences, produits phytosanitaires, engrais, combustibles et aliments du bétail. Leur poids est variable selon les systèmes. En grandes cultures, elles sont de 536 €/ha, en augmentation de 30 €/ha. En effet, les colzas ont subi une attaque de charançons des siliques au printemps, les orges ont souffert de rhynchosporiose et les tournesols d'une attaque de limaces. D'autre part, l'indice général des produits intrants augmente en 2013. En système viticole, elles sont les plus élevées avec 3 258 €/ha, en augmentation de 191 €/ha cette année. Les éleveurs de bovins viande sont les plus économes avec des charges de

## Des approvisionnements en faible hausse

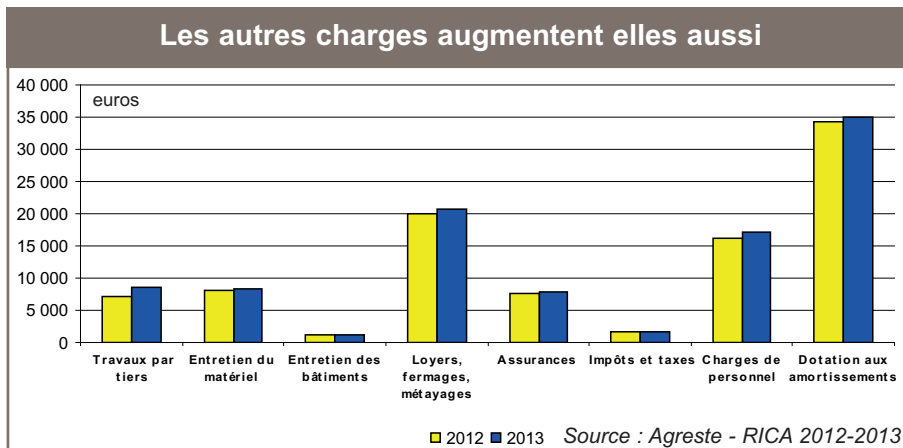


340 €/ha et en baisse de 6 €/ha. Les charges d'aliment du bétail notamment diminuent. Dans l'ensemble des systèmes, la progression est limitée cette année. Certains postes sont même en diminution. C'est le cas en particulier des produits vétérinaires et de reproduction, des carburants lubrifiants et des autres fournitures. A l'inverse, les engrais et les produits phytosanitaires augmentent particulièrement dans les systèmes à orientation végétale où leur consommation domine.

Les autres charges d'exploitation correspondent aux travaux par tiers, à l'entretien des bâtiments et du matériel, aux loyers et fermages, aux assurances, impôts et taxes, charges de personnel et dotations aux amortissements. Ces charges sont en moyenne en augmentation en 2013 dans l'ensemble des systèmes et supérieures au niveau français de 11 173 €. Sont concernés les loyers et fermages en viticulture, en bovins viande et en polyculture-polyélevage mais aussi les charges salariales et les dotations aux amortissements dans ces mêmes systèmes. Cependant, dans les exploitations de polyculture-polyélevage, elles sont en baisse du fait des travaux par tiers et de l'entretien des bâtiments et du matériel.

#### L'Excédent Brut d'Exploitation en baisse cette année

Dans l'ensemble des systèmes d'exploitation de Bourgogne, l'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) s'élève en moyenne à 77 937 €. Il est en baisse de 15 924 € soit - 17 % par rapport à 2012. Comme pour le RCAI, cette baisse fait suite à deux années consécutives de hausse. En 2013,



les viticulteurs retrouvent leur première place avec un EBE de 138 555 €. Malgré une petite vendange pour la deuxième année consécutive qui pèse sur les volumes, tous les prix augmentent nettement par contre coup et compensent ces faibles quantités. Inversement, dans les exploitations de grandes cultures qui avaient fait une excellente année 2012, l'EBE en 2013 n'est plus que de 64 434 € donc divisé par deux et 17 % inférieur à la moyenne régionale. Les exploitations de polyculture-polyélevage connaissent une baisse de leur EBE pour la deuxième année consécutive. Néanmoins, si les charges étaient en cause en 2012, cette année, c'est la diminution du produit brut du fait de la baisse des prix tant en grandes cultures qu'en élevage bovin, qui intervient. Enfin, l'EBE des éleveurs de bovins viande est le plus faible à 28 % en dessous de la moyenne des exploitations de Bourgogne. C'était déjà le cas les années précédentes. En outre, il diminue de 4,5 % par rapport à 2012.

L'EBE représente la principale res-

source financière d'origine interne à l'exploitation et constitue un indicateur de compétitivité des exploitations agricoles. Il doit être suffisamment élevé pour permettre à l'agriculteur de rembourser les annuités des emprunts à long et moyen termes, de prélever pour faire vivre la famille, de régler les intérêts des emprunts court terme et d'autofinancer une partie des investissements réalisés. Les sommes restantes éventuelles permettent d'améliorer, si nécessaire, la trésorerie de l'exploitation ou sont placées. L'analyse des exploitations bourguignonnes montre qu'en 2013, en moyenne, l'EBE n'est pas suffisant pour faire face aux différents besoins. Il peut en résulter une dégradation de la trésorerie des exploitations. Cependant, des écarts existent entre les systèmes de production. En effet, cette année, les viticulteurs sont les seuls à avoir des ressources suffisantes. Les éleveurs de bovins viande sont presque à l'équilibre. Par contre, les céréaliers et les polyculteurs éleveurs de Bourgogne ont un manque de ressource respectivement de 27 000 € et 20 000 €, même si les prélèvements privés ont été réduits par les premiers. En moyenne, les exploitants de Bourgogne prélèvent 2 820 € par mois et par UTANS en 2013. Mais les écarts sont très importants puisque les viticulteurs ont des prélèvements moyens par mois et par UTANS de 4 224 € alors que les éleveurs de bovins viande sont à 1 764 €. Les annuités des emprunts à long et moyen termes sont en moyenne de 33 919 € variant de 26 861 € chez les éleveurs à

#### L'utilisation de l'Excédent Brut d'Exploitation par système de production

	Grandes cultures	Viticulture	Bovins élevage et viande	Polyculture-polyélevage	Toutes orientations
<b>2013 euros</b>					
<b>EBE</b>	<b>64 434</b>	<b>138 555</b>	<b>56 496</b>	<b>74 266</b>	<b>77 937</b>
Annuités de remboursement à plus de 1 an	37 459	41 667	26 861	41 950	<b>33 919</b>
Prélèvements privés	54 017	80 953	29 839	52 833	<b>49 742</b>
Charges financières à court terme	44	90	104	149	<b>79</b>
<b>Reste disponible</b>	<b>-27 086</b>	<b>15 844</b>	<b>-307</b>	<b>-20 665</b>	<b>-5 803</b>
<b>Investissements</b>	<b>25 056</b>	<b>32 800</b>	<b>28 904</b>	<b>51 473</b>	<b>27 020</b>

Source : Agreste - RICA 2013

41 950 € pour les polyculteurs-éleveurs. La somme restant disponible pour autofinancer les investissements ou consolider la trésorerie varie de - 27 085 € en grandes cultures à 15 844 € en viticulture.

## Les investissements baissent un peu

En 2013, les investissements s'élevaient en moyenne à 27 020 € par exploitation. De 2012 à 2013, ils sont en baisse de 1 384 € soit - 5 %. C'est la deuxième année consécutive de baisse. En 2013, ce sont les céréaliers qui investissent le moins avec 24 637 €. Chaque année depuis 2011, le montant des investissements est plus faible qu'au niveau français. Inversement, ce sont à nouveau les agriculteurs en système de polyculture-polyélevage qui réalisent les investissements les plus élevés, ce qui implique un endettement supplémentaire de 35 482 €. Les viticulteurs cette année, retrouvent des investissements importants avec 34 607 €, soit + 21 % par rapport à la moyenne des exploitations grâce à l'amélioration de leur résultat.

## Un endettement presque stable

Le taux d'endettement moyen des exploitations de Bourgogne s'élève à 43 % soit 1 point de plus que le niveau national et 1 point supplémentaire par rapport à 2012. Les éleveurs de bovins viande sont les moins endettés de la région avec 36 % contre 53 % pour les systèmes de polyculture-polyélevage. C'est en viticulture que l'écart entre l'endettement régional et national est le plus élevé (respectivement un taux de 41 % et 32 % de dettes).

Les investissements des années précédentes, les prélèvements élevés, l'opportunité de créer des charges pour faire baisser les revenus, donc les impôts et les charges sociales, se traduisent par un recours important à l'emprunt. Le total des dettes atteint 203 745 € en moyenne en 2013 pour les exploitations bourguignonnes, alors que sur le plan national il s'élève à 183 476 €. Cette observation vaut pour toutes les orientations technico-économiques. Les dettes à long et moyen termes sont plus élevées en Bourgogne

qu'en France. Les dettes à court terme des exploitations de Bourgogne sont également supérieures au niveau national quel que soit le système de production.

**Laurence MALET**  
avec la collaboration  
d'**Yves ZELLER**

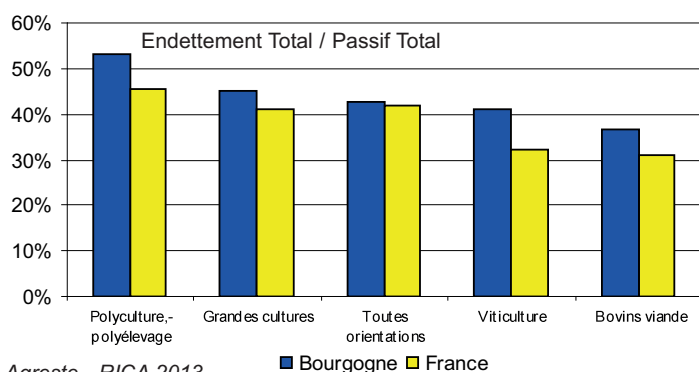
### Méthodologie

**Le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA)** est une opération communautaire de recueil d'informations comptables et extra-comptables individuelles auprès de 90 000 exploitations dans 28 États de l'Union Européenne. Elles sont représentatives des 4 millions d'exploitations agricoles européennes. Réalisée selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats des différents types d'exploitations, par orientation technico-économique. L'échantillon français regroupe 7 293 exploitations en 2013, représentatives des 301 480 entreprises dont le Produit Brut Standard (PBS) est égal ou supérieur à 25 000 €.

**En Bourgogne**, l'échantillon compte 340 exploitations. Il est représentatif au niveau régional et pour chacune des grandes spécialités agricoles de la Bourgogne : viticulture, bovins viande, grandes cultures et polyculture-polyélevage.

**Le Résultat Courant Avant Impôts (RCAI)** est l'indicateur central du RICA. Il est la différence entre les produits, y compris les productions immobilisées et stockées, et les charges courantes, dont les charges calculées comme les amortissements (hors charges sociales de l'exploitant). Le RCAI exprime une forme de revenu familial qui rémunère le travail non salarié et les capitaux propres.

## Un endettement supérieur en Bourgogne en 2013



Source : Agreste - RICA 2013

## Pour en savoir plus

- [www.agreste.agriculture.gouv.fr](http://www.agreste.agriculture.gouv.fr)
- [www.draaf.bourgogne.agriculture.gouv.fr](http://www.draaf.bourgogne.agriculture.gouv.fr), rubrique « la Bourgogne en chiffres »
- « RICA France - Tableaux standard 2013 » - Agreste Chiffres et Données Agriculture n°228 - mars 2015
- La conjoncture agricole - Bilan 2013 - Agreste Bourgogne n°158 - février 2014



# RICA Bourgogne 2013

## résultats pour les principaux systèmes de production

	France	Bourgogne	Grandes cultures	Viticulture	Bovins viande	Polyculture-polyélevage
<b>ECHANTILLON RICA</b>						
Effectif non pondéré	7 293	340	69	94	79	45
Effectif	301 480	14 659	3 651	3 174	4 053	1 775
Part de chaque catégorie	100%	100%	25%	21%	27%	12%
<b>CARACTERISTIQUES PHYSIQUES</b>						
<b>Surface agricole utilisée (SAU)</b>	<b>88</b>	<b>114</b>	<b>169</b>	<b>14</b>	<b>130</b>	<b>202</b>
<i>dont SAU en fermage</i>	72,2	105,6	155,2	11,5	120,9	192,0
<i>dont Surface céréales</i>	31,8	39,0	103,5	2,5	10,3	67,2
<i>dont Surface vigne vins de qualité</i>	2,1	2,3	0,0	10,5	0,0	0,1
<b>UTA totales (unités travailleur annuel)</b>	<b>2,1</b>	<b>2,2</b>	<b>1,5</b>	<b>4,2</b>	<b>1,6</b>	<b>2,3</b>
<i>dont UTA non salariés</i>	1,4	1,5	1,3	1,6	1,4	1,7
<b>UGB totales (unités gros bovins)</b>	<b>87,4</b>	<b>84,0</b>	<b>7,7</b>	<b>0,0</b>	<b>144,9</b>	<b>132,0</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN (euros)</b>						
Fond de roulement net	118 512	143 871	127 493	311 572	91 195	80 678
Autofinancement courant	25 097	26 410	6 816	62 831	24 201	14 325
Total actif immobilisé	260 781	261 128	221 993	265 620	291 932	367 597
<i>dont Capital d'exploitation</i>	205 284	222 780	174 404	203 076	268 970	331 329
Actifs circulants	174 418	210 393	173 761	426 866	140 838	181 909
<i>dont Ensemble des stocks</i>	104 378	128 444	87 719	287 435	94 287	112 548
Capitaux propres	255 625	273 640	221 318	416 052	275 621	259 655
Ensemble des dettes LMT et CT	181 055	199 582	177 272	279 465	157 357	291 112
<b>SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (euros)</b>						
<b>Production de l'exercice</b>	<b>203 007</b>	<b>191 244</b>	<b>164 307</b>	<b>348 069</b>	<b>105 281</b>	<b>214 858</b>
+ Rabais, ristournes, remises obtenus	437	669	1 768	240	95	879
- Approvisionnement	80 599	65 695	89 854	46 458	44 220	106 689
- Autres achats et charges externes	53 126	50 195	41 683	71 950	38 076	65 707
<b>= Valeur ajoutée hors fermage</b>	<b>69 718</b>	<b>76 023</b>	<b>34 537</b>	<b>229 901</b>	<b>23 080</b>	<b>43 341</b>
+ Subventions et indemnités d'assurance	32 996	42 111	54 432	8 055	54 417	67 922
- Loyers, fermages, métayages	13 966	20 570	18 563	34 505	17 038	23 047
- Impôts et taxes	2 222	1 743	2 243	2 717	867	1 931
- Charges salariales	14 571	17 884	3 729	62 180	3 096	12 018
<b>= Excédent brut d'exploitation</b>	<b>71 957</b>	<b>77 937</b>	<b>64 434</b>	<b>138 555</b>	<b>56 496</b>	<b>74 266</b>
+ Autres produits de gestion courante et transfert de charge	337	274	106	860	55	96
- Dotation aux amortissements	31 503	34 815	45 103	37 483	25 369	47 321
<b>= Résultat d'exploitation</b>	<b>40 790</b>	<b>43 396</b>	<b>19 437</b>	<b>101 932</b>	<b>31 182</b>	<b>27 041</b>
+ Produits financiers	680	1 142	1 460	667	1 946	514
- Charges financières	5 180	5 532	5 225	7 093	4 328	7 850
<b>= Résultat courant</b>	<b>36 290</b>	<b>39 006</b>	<b>15 672</b>	<b>95 506</b>	<b>28 801</b>	<b>19 705</b>
- Charges sociales de l'exploitant	13 166	13 199	16 258	19 118	8 257	12 483
+ Dotation aux amortissements	31 503	34 815	45 103	37 483	25 369	47 321
- Remboursements en capital emprunts à LMT	26 678	29 414	33 171	35 950	23 300	35 866
<b>= Revenu disponible</b>	<b>27 949</b>	<b>31 208</b>	<b>11 347</b>	<b>77 922</b>	<b>22 613</b>	<b>18 678</b>
<b>par unité de travail non salarié</b>	<b>19 390</b>	<b>21 324</b>	<b>8 889</b>	<b>48 786</b>	<b>15 982</b>	<b>10 730</b>
<b>par hectare de SAU</b>	<b>318</b>	<b>274</b>	<b>67</b>	<b>5 521</b>	<b>174</b>	<b>93</b>

Source : Agreste - RICA 2013

# RICA Bourgogne 2012

## résultats pour les principaux systèmes de production

	France	Bourgogne	Grandes cultures	Viticulture	Bovins viande	Polyculture-polyélevage
<b>ECHANTILLON RICA</b>						
Effectif non pondéré	7 317	340	71	93	78	45
Effectif	304 585	14 783	3 743	3 222	4 143	1 890
Part de chaque catégorie	100%	100%	21%	27%	23%	13%
<b>CARACTERISTIQUES PHYSIQUES</b>						
<b>Surface agricole utilisée (SAU)</b>	<b>86</b>	<b>115</b>	<b>165</b>	<b>14</b>	<b>135</b>	<b>194</b>
<i>dont SAU en fermage</i>	70,5	105,8	152,6	11,0	121,4	183,9
<i>dont Surface céréales</i>	30,7	37,7	96,4	2,2	10,8	62,7
<i>dont Surface vigne vins de qualité</i>	2,1	2,2	0,0	10,2	0,0	0,1
<b>UTA totales (unités travailleur annuel)</b>	<b>2,1</b>	<b>2,2</b>	<b>1,5</b>	<b>4,1</b>	<b>1,6</b>	<b>2,0</b>
<i>dont UTA non salariés</i>	1,4	1,5	1,3	1,6	1,4	1,7
<b>UGB totales (unités gros bovins)</b>	<b>85,8</b>	<b>80,8</b>	<b>6,7</b>	<b>0,0</b>	<b>142,9</b>	<b>129,7</b>
<b>ELEMENTS DU BILAN (euros)</b>						
Fond de roulement net	122 306	141 901	148 546	268 514	94 028	98 746
Autofinancement courant	34 134	37 750	53 269	40 609	23 832	46 239
Total actif immobilisé	250 948	264 883	225 049	255 110	283 574	363 900
<i>dont Capital d'exploitation</i>	196 732	224 569	175 261	195 776	257 497	321 333
Actifs circulants	174 128	202 180	188 796	376 919	138 217	182 263
<i>dont Ensemble des stocks</i>	103 460	126 831	93 113	272 511	87 925	109 655
Capitaux propres	254 873	276 016	238 028	366 167	280 152	290 397
Ensemble des dettes LMT et CT	171 637	192 526	177 711	268 616	142 016	257 177
<b>SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION (euros)</b>						
<b>Production de l'exercice</b>	<b>207 775</b>	<b>197 817</b>	<b>210 564</b>	<b>315 189</b>	<b>104 721</b>	<b>223 838</b>
+ Rabais, ristournes, remises obtenus	390	610	1 635	178	51	820
- Approvisionnement	75 956	62 254	83 951	42 589	45 438	96 799
- Autres achats et charges externes	50 999	47 411	38 820	64 107	35 681	66 787
<b>= Valeur ajoutée hors fermage</b>	<b>81 211</b>	<b>88 762</b>	<b>89 428</b>	<b>208 671</b>	<b>23 654</b>	<b>61 072</b>
+ Subventions et indemnités d'assurance	32 855	42 920	55 548	4 017	55 538	71 725
- Loyers, fermages, métayages	13 200	19 966	17 517	33 434	16 293	21 558
- Impôts et taxes	2 194	1 690	2 190	2 296	892	2 059
- Charges salariales	13 462	16 166	3 704	58 418	2 736	5 815
<b>= Excédent brut d'exploitation</b>	<b>85 210</b>	<b>93 861</b>	<b>121 564</b>	<b>118 540</b>	<b>59 272</b>	<b>103 365</b>
+ Autres produits de gestion courante et transfert de charge	332	305	250	583	49	396
- Dotation aux amortissements	29 734	34 066	43 425	35 795	23 816	45 968
<b>= Résultat d'exploitation</b>	<b>55 808</b>	<b>60 099</b>	<b>78 389</b>	<b>83 328</b>	<b>35 505</b>	<b>57 793</b>
+ Produits financiers	700	1 346	1 355	389	2 892	606
- Charges financières	5 182	5 914	5 844	7 611	4 000	8 134
<b>= Résultat courant</b>	<b>51 326</b>	<b>55 531</b>	<b>73 900</b>	<b>76 106</b>	<b>34 397</b>	<b>50 265</b>
- Charges sociales de l'exploitant	11 351	11 126	12 637	15 740	7 134	11 474
+ Dotation aux amortissements	29 734	34 066	43 425	35 795	23 816	45 968
- Remboursements en capital emprunts à LMT	24 297	27 545	29 179	36 178	19 461	35 554
<b>= Revenu disponible</b>	<b>45 412</b>	<b>50 926</b>	<b>75 509</b>	<b>59 983</b>	<b>31 618</b>	<b>49 205</b>
<b>par unité de travail non salarié</b>	<b>31 449</b>	<b>34 729</b>	<b>58 742</b>	<b>38 605</b>	<b>22 439</b>	<b>28 704</b>
<b>par hectare de SAU</b>	<b>530</b>	<b>441</b>	<b>457</b>	<b>4 417</b>	<b>234</b>	<b>253</b>

Source : Agreste - RICA 2012